

# Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

## ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

### ➔ Dunkerque, vitrine du développement durable européen

Quelques mois après que le sommet de Copenhague les ait (enfin) reconnues comme acteur déterminant de la lutte contre le réchauffement climatique, les collectivités locales européennes poursuivent leur action en faveur du développement durable. Du 19 au 21 mai, c'est précisément pour réaffirmer et renforcer leur action que se réuniront quelque 2000 décideurs à Dunkerque pour la 6<sup>e</sup> Conférence Européenne des Villes Durables. De quoi préparer efficacement le prochain sommet sur le climat à Mexico.

Après les succès d'Aalborg en 1994 et 2004, de Lisbonne en 1996, d'Hanovre en 2000 et de Séville en 2007, la Conférence Européenne des Villes Durables fait, pour la toute première fois, escale en France et plus précisément sur les bords de la mer du Nord à Dunkerque. Une belle reconnaissance pour notre territoire qui récompense les engagements pris depuis de nombreuses années en la matière.

Sans contexte « LE » rendez-vous 2010 du développement durable, la 6<sup>e</sup> Conférence Européenne des Villes Durables mobilise à Dunkerque, l'espace de plusieurs jours, les plus grands réseaux européens de collectivités locales, mais également les acteurs les plus en pointe sur la question de la durabilité urbaine. Durant trois jours, élus locaux, représentants de l'Union Européenne et des États membres, entreprises et ONG partageront leurs expériences au cours des différents ateliers thématiques en vue de « construire la ville durable du XXI<sup>e</sup> siècle ».

Déjà signataire en 1996 de la Charte d'Aalborg et du Pacte des Maires initié par Michel Delebarre, alors Président du Comité des Régions de l'Union Européenne, en 2006 (premier projet à l'échelle européenne destiné à fédérer les politiques autour des enjeux du développement durable des villes), la Communauté Urbaine de Dunkerque réaffirme avec force sa volonté de poursuivre une politique novatrice et déterminée en la matière. Déjà en 1989, elle mettait en place pour la première fois en France le tri sélectif. Quelques années plus tard, elle était également l'initiatrice du premier Schéma d'environnement industriel permettant de concilier développement économique et protection des habitants, la première également à réaliser une thermographie infrarouge de son territoire pour mieux combattre les déperditions d'énergie. Autant d'initiatives qui ont valu à Dunkerque de multiples distinctions : du premier Prix Européen des Villes Durables obtenu en 1996 à la médaille d'or « Défi de la terre » remis en 2006 par la Fondation Nicolas Hulot.

La Conférence marquera l'aboutissement d'une démarche engagée depuis plusieurs mois, qui aura permis de sensibiliser et d'informer les Dunkerquois sur les enjeux liés aux changements climatiques : expositions fixes et itinérantes, conférences-débats, projection de documentaires, sensibilisation dans les écoles, etc.

C'est également une occasion unique pour les collectivités européennes de réaffirmer leur rôle déterminant et incontournable en réfléchissant à une feuille de route collective pour le développement durable. Les conclusions de cette réflexion politique et stratégique alimenteront une « Déclaration de Dunkerque », document de référence qui sera porté par les représentants des villes européennes lors du prochain Sommet sur le climat à Mexico en décembre prochain.

## ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

### ➔ Réforme des retraites : les revenus du capital doivent être davantage mis à contribution

La retraite par capitalisation, c'est soumettre les pensions aux aléas du marché et contribuer encore à la financiarisation de l'économie et à la recherche d'un rendement à court terme. La retraite par capitalisation, c'est aussi la double peine pour les jeunes qui paieront pour leurs aînés aujourd'hui et pour leur propre retraite demain. C'est donc une fausse bonne solution, il faut au contraire consolider notre système par répartition, et pour cela ouvrir un débat serein et constructif sur ses besoins réels de financement et en corriger les inégalités.

Le choix que nous avons à faire est un choix de société. Allonger la durée de cotisation sans traiter la question du chômage, c'est plus de demandeurs d'emploi et une pression à la baisse sur les salaires. Allonger la durée de cotisation, c'est aussi prendre le risque de diminuer le montant des pensions, grevées par la décote appliquée à tous ceux qui n'auront pas atteint la durée nécessaire pour une retraite à taux plein.

Pour nous écologistes, consacrer une part plus importante du PIB aux retraites est possible. Les revenus du capital doivent notamment apporter une contribution plus importante au financement de notre régime par répartition, notamment au travers du fonds de réserve pour les retraites, que la gauche a créé en 1999.

Les banques qui ont largement bénéficié du soutien de l'État pendant la crise financière engrangent aujourd'hui des bénéfices considérables : 5,8 milliards d'euros pour BNP Paribas, avec un bénéfice doublé par rapport à 2008. Pourquoi ne pas avoir mis en œuvre un prélèvement exceptionnel sur ces bénéfices pour alimenter le fonds de réserve des retraites ?

<http://www.elusverts nord littoral.fr> - <http://nordlittoral.lesverts.fr>  
Les Verts de la région dunkerquoise - 27 rue du Maréchal Foch 59140 Dunkerque - Tél. 03 28 26 59 78 - Mail : [lesverts nord littoral@yahoo.fr](mailto:lesverts nord littoral@yahoo.fr)

## ÉLUS COMMUNISTES

### ➔ On ne nous dit pas tout !

- Plus de 200 gisements de pétrole ont été découverts en mer du Nord. Alors ! Pourquoi programmer la fermeture de la Raffinerie des Flandres ?

- Sur le Dunkerquois, La Voix du Nord titrait il y a quelques semaines « 3 500 suppressions d'emplois ces deux années. Cela représente 1 241 625 €/mois en moins pour les caisses de retraite soit près de 15 000 000 € par an. C'est l'équivalent de la pension de 1 035 retraités !

1 % d'augmentation du pouvoir d'achat sur le Dunkerquois (35 000 salariés environ) permettrait de financer 962 retraites.

#### Retraites :

Le gouvernement a décidé, avec tous les moyens mis à sa disposition, de préparer les Français à des sacrifices importants pour réformer de manière régressive notre système de retraite.



Les pires scénarios catastrophe sont avancés, à l'image de l'utilisation médiatique du conseil d'orientation des retraites, qui vient de publier ses prévisions à l'horizon 2050. Demander aujourd'hui aux salariés de travailler jusqu'à 70 ans, alors que la perte d'un emploi passé l'âge de 50 ans condamne irrémédiablement au chômage et à la précarité, est un non-sens. Faut-il rappeler que 680 000 emplois ont été détruits en France en 2009, et que la masse salariale a subi une baisse historique de 1,4 %. Un million d'emplois, c'est 5 milliards d'euros de rentrées de cotisations sociales supplémentaires pour les retraites ! En 2008, les sociétés non financières ont distribué 83 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, soit 8 milliards de plus qu'en 2007, alors que le déficit du régime général était de 5,8 milliards d'euros. Des solutions nouvelles existent pour augmenter les recettes comme :

- Une mise à contribution des revenus financiers des entreprises à la même hauteur que les salariés.
- Une modulation des cotisations patronales en fonction des politiques d'emploi développées.
- Un élargissement de l'assiette des cotisations sociales à l'intéressement, la participation et les stock-options.

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22 - Fax 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> - [particom@free.fr](mailto:particom@free.fr)

## ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

➔ Le mois d'avril a été marqué par le Parcours du cœur organisé par le Club Cœur et Santé avec l'appui de la Maison de Promotion de la Santé. Ces 3 jours ont permis de mettre en valeur l'engagement de tous les partenaires et le résultat qui se dessine avec le temps : les jeunes avec leurs familles participent activement aux manifestations préconisant l'exercice physique et les règles d'hygiène alimentaire. Cette prise de conscience des problèmes de santé et de l'importance de la prévention est bien visible par les actions menées dans les quartiers Sud avec l'aide précieuse des maisons de quartier. Le rassemblement à la salle de la Concorde puis la marche vers le fort de Petite-Synthe, nouvellement équipé de jeux permettant des exercices physiques adaptés à tous, était la preuve de l'implication de toute la population à la recherche de son bien-être, et la participation des enfants de la MAS et de leurs parents était un signe de leur intégration dans la vie du quartier. Poursuivons cette politique liant santé et environnement avec la participation de nos jeunes et de leurs parents. C'est la clé d'un résultat à long terme. Semons, nos enfants récolteront.

Pour contact : Jacques Willem, résidence Guynemer, 2 rue Jean Delvallez, 59140 Dunkerque.

## ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

### ➔ Europe : Tout va très bien, Madame la Marquise...

La Belgique continue de se déchirer et elle doit présider l'Union européenne au 1<sup>er</sup> juillet, l'euro ne parvient pas à faire face et la Grèce sera mise en coupe réglée par les marchés financiers. L'Union européenne traverse une crise d'une gravité sans précé-

dent. C'est en partie le résultat de la crise venue des USA avec les subprimes et son impact sur l'économie. Les marchés financiers veulent faire payer les salariés, faire baisser les salaires, les retraites, les dépenses publiques, les dépenses de santé, d'éducation. On peut d'ores et déjà tirer trois enseignements majeurs :

- La logique de la finance est indécente : les organismes bancaires accablent aujourd'hui les États qui leur ont apporté hier les garanties nécessaires à leur survie.
- Les institutions de l'Union européenne ne sont pas à la hauteur de la crise.
- Le mythe de l'euro-qui-protège s'effondre. L'euro, assorti de ses dogmes inflexibles, expose aujourd'hui les nations à la voracité du marché.

La monnaie unique est dans une impasse. Elle a résilié la souveraineté monétaire sur l'autel du marché. Il serait aujourd'hui inconséquent de surenchérir en réclamant davantage d'intégration européenne. Souvenons nous des NON votés par les peuples et qui n'ont pas été respectés. C'est aussi une grave crise politique européenne.

Le MRC exprime son soutien au peuple grec que l'orthodoxie libérale entend assujettir par ses « réformes structurelles » pour se conformer au pacte de stabilité. Nous ne pouvons pas laisser le destin des peuples entre les mains des agences de notations, de la spéculation et de la logique de la globalisation financière.

En Europe, il nous faut retrouver une raison monétaire, c'est-à-dire une politique de change, au service de la production, de la croissance et du travail. Cela passe par le retour sur l'indépendance de la banque centrale, la modification des critères d'encadrement de la zone euro en s'appuyant sur la volonté des nations, et donc des peuples.

Pour contact : [www.claudenicolet.fr](http://www.claudenicolet.fr)

## ÉLUS LES ALTERNATIFS

### ➔ Féminismes et parités !!!

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs, tant que les femmes auront un statut mineur.

Les alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux.

Pour une égalité réelle entre femmes et hommes : politique, avec une parité effective ; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales ; dans la sphère privée.

Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

Des structures d'accueil de la petite enfance.

Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents.

Pour plus d'actualités : [www.alternatifs.org](http://www.alternatifs.org) - <http://www.alternatifs.org>  
Pour tous contacts écrire au 25 rue de la Paix à Dunkerque ou participez à nos permanences les mardis de 17 h 30 à 19 h et les samedis de 10 h 30 à 12 h. Tél. 03 28 62 46 02. Mail : [l.alternatifs@laposte.net](mailto:l.alternatifs@laposte.net)

# Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

## ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

### ➔ N'oublions pas Florence Cassez

La police mexicaine a menti sur les conditions de l'arrestation de Florence Cassez comme l'a récemment divulgué la presse internationale. Mais il ne semble pas que le sort de la jeune Nordiste en soit profondément modifié car la justice, elle, reste intransigeante ! En tout cas, les récentes révélations prouvant l'existence d'un simulacre policier ne font que renforcer nos convictions sur le caractère inéquitable de la procédure judiciaire mexicaine.

Au cours du dernier conseil municipal du lundi 29 mars, notre groupe était déjà intervenu pour que la ville de Dunkerque, où vivent les parents de Florence, apporte son franc soutien en apposant des banderoles appelées kakémonos sur la façade de l'hôtel de ville. La récente actualité ne fait que renforcer l'urgence de la démarche. Aussi n'est-il pas inutile de reprendre les propos prononcés alors par Jacqueline Gabant : « Notre compatriote, Florence Cassez, est enfermée dans la prison de Tepepan, à Mexico, depuis 4 ans et pour encore 92 ans ! Quatre longues années pendant lesquelles elle n'a cessé de clamer son innocence. Vous connaissez les conditions dans lesquelles elle s'est trouvée impliquée dans une affaire à laquelle elle est complètement étrangère. Le procès expéditif qui a précédé son emprisonnement laisse douter de l'équité de la justice mexicaine. Ses parents, Bernard et Charlotte Cassez, habitant Dunkerque, ont créé un comité de soutien auquel adhèrent les partisans de la libération de Florence. Des communes du Nord et du Pas-de-Calais ont déployé un kakémono sur la façade de leur mairie. Nous pouvons citer Boulogne-sur-Mer, Lens, Béthune, Phalempin, Louvroil, Baisieux et Liévin. Des concerts, des manifestations sportives, sont organisés pour soutenir Florence. (...) Ne pourrions-nous, Monsieur le maire, prendre ensemble la décision d'apposer, nous aussi, un kakémono sur la façade de l'hôtel de ville ?

2011 devrait être, en France, l'année du Mexique. La mobilisation des collectivités locales et des élus doit peser très fort afin que la libération de Florence intervienne avant fin 2010. Sinon comment pourrait-on célébrer l'amitié entre les deux pays ? »

### Avis de recherche

La plaque commémorative de l'appel du 18 juin du général de Gaulle a disparu... Où est-elle passée ? Vol, excès de zèle de la mairie qui a voulu la préserver pendant les travaux ? Mystère !

Cette plaque est lourde de symbole ; nous y tenons énormément et nous demandons des explications sur cette disparition.

### Total au Conseil régional

Fermeture ou reprise du raffinage à l'usine de Mardyck ? Au moment où nous écrivons ces lignes, rien ne semble définitivement décidé par le principal intéressé qu'est Total. Ceci n'a toutefois pas empêché la gauche ni le Front national de présenter, chacun de son côté, une motion d'urgence au Conseil régional Nord-Pas de Calais du 21 avril dernier. Des motions « fortes », jugez-en : l'une réclame, rien de moins, qu'un échéancier de reprise de l'activité du raffinage (gauche plurielle), tandis que l'autre (FN) propose d'adapter l'outil de raffinage vers d'autres carburants avec, en prime, un cadeau pour Total sous forme d'un reversement d'une partie de la taxe professionnelle... Bref des positions démagogiques et plutôt irresponsables, très éloignées en tout cas de la résolution pondérée du conseil de communauté de Dunkerque du 19 avril dernier sur l'avenir de la raffinerie Total.

Le groupe Majorité présidentielle, quant à lui, est solidaire des salariés de Total, mais les dommages causés par la fermeture du raffinage vont bien au-delà de la raffinerie elle-même. C'est pourquoi nous avons tenu à interpeller le président et le vice-président de région pour leur rappeler les obligations du Conseil régional.

Nous considérons en effet que l'instance régionale, compétente en matière d'aide et de création d'entreprises, se doit en premier lieu, dans le dossier Total, de sauvegarder les emplois du Dunkerquois provenant en particulier de la sous-traitance, visiblement très exposée. Les élus de la majorité présidentielle ont donc exigé que le Conseil régional s'engage à examiner avec attention et réactivité les dossiers de soutien aux sous-traitants en difficulté et les projets de créations d'entreprise, notamment ceux n'étant pas directement liés à une activité industrielle et pouvant émaner du territoire dunkerquois. Nous espérons ainsi lutter contre les effets désastreux de fermeture de grosses entreprises, avec sérieux et persévérance.

« Ensemble pour Dunkerque » avec Jacqueline Gabant, 12, place du Palais de Justice à Dunkerque. 06 08 61 85 23. E-mail : jacquelinegaban@yahoo.

## ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

### ➔ Reconstruire Dunkerque

Les Français sont maussades : les dernières élections régionales l'ont montré assez clairement. Est-ce faire de l'anti-sarkozysme primaire que de remarquer le profond décalage entre le président et les Français ? Les sondages le soulignent, sa majorité le lui dit, Juppé et Raffarin en tête. Sarkozy détourne notre attention avec la burqa, mais il ne dupe personne. La gauche, sous l'aile maternelle de Mme Aubry, se refait une santé, sans avoir encore assis sa crédibilité gouvernementale. Car l'enjeu est de taille : remettre ce grand pays en situation d'affronter son avenir avec force et énergie. Il en va de même à Dunkerque. Depuis la crise de Total, le moral des Dunkerquois est en berne. Chacun croit savoir que telle usine va fermer et le petit commerce, thermomètre de nos villes, est au plus bas. Malgré ses efforts pour nous le dissimuler par des opérations de communication, la majorité municipale est très inquiète : les chantiers immobiliers sont fragiles et le maire manque clairement de projets d'avenir. Sa chance : un quasi-FN actif mais marginal, car personne ne voudra diriger cette ville avec lui, et une UMP-Nouveau Centre atone et sans visions. Voilà l'impasse de Dunkerque. C'est inquiétant pour tous, en particulier pour les jeunes qui ne se voient pas vivre ici plus longtemps. L'enjeu est de taille : reconstruire Dunkerque, comme ses habitants l'ont fait dans notre histoire. Cela implique que toutes les forces vives y consacrent leur énergie, en commun. Cela signifie d'autres visions, d'autres majorités, au moins d'idées, d'autres manières de faire. Nous avons des projets, des perspectives pour Dunkerque, pour son agglomération. Nous sommes prêts à y travailler, à la stricte condition que nous en ayons les moyens, et que s'y associent librement tous les républicains et les démocrates. Soyons clairs : la situation est trop grave pour que l'on s'amuse à se taper dessus. M. Delebarre gouverne, c'est sa responsabilité, ce sera son bilan. Mais l'effondrement de Dunkerque ne nous réjouit pas. Nous croyons qu'il faut être unis pour reconstruire Dunkerque. Et retrouver l'espoir.

Édith Varet, Pierre Yana, Conseillers municipaux MoDem  
33-35 rue des Sœurs Blanches - 06 10 26 26 05-pierreyana.com

## ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

### ➔ In memoriam : Marcel Boucq

Marcel nous a quittés brutalement ce 14 avril 2010. Conseiller municipal de 2003 à 2008 après avoir été délégué communal à Malo-les-Bains, Marcel a apporté en toute modestie une contribution appréciée au combat national. Toutes nos pensées l'accompagnent.

### Échange radars contre caméras

Bientôt des radars sur les feux tricolores dunkerquois. Nous, plutôt que remplir les caisses de l'État avec la complicité de la CUD, nous préférons des caméras dans les zones sensibles pour protéger les honnêtes gens. Et pendant ce temps-là, toujours pas de nouvelles de la commission municipale UMPS créée en décembre pour « réfléchir » sur le sujet !

### Échange carillon et façade contre raffinerie

Total était au mieux avec M. Delebarre pour offrir à la municipalité la « petite sucette » de la restauration du carillon et des Bains dunkerquois. Au Défi Dunkerquois, on aurait préféré que Total soit au mieux avec M. Delebarre pour ne pas fermer la raffinerie.

### Après la rue Wilson, le marché

Que c'est dur la concertation quand on n'a pas ça dans le sang ! Après le désastre de la rue Wilson, vient celui du marché. On nous a pourtant assuré que tout a été fait dans la concertation. Apparemment les commerçants ont été écoutés mais pas entendus. Le Défi Dunkerquois réintervient auprès du maire.

### Grand Large, le soleil noir

Allez vous y promener l'après-midi. L'exposition des maisons à gables est telle que les gables font écran au soleil et placent le quartier à l'ombre.

### Piscine intercommunale Saint-Pol - Dunkerque

Encore un dossier qui vient devant le conseil communal de Petite-Synthe une fois que tout est bouclé. La démocratie participative c'est : on décide d'abord, on vous consulte ensuite. P. David, délégué communal, fera entendre la voix du Défi Dunkerquois sur ce dossier.

Retrouvez nos interventions sur notre blog : <http://defidunkerquois@gmail.com>.  
Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque

## ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

### ➔ Retraites : l'escroquerie à la démographie

Tous ceux qui proclament qu'il serait nécessaire de réformer les retraites - dont la quasi-totalité des politiques, de droite comme de gauche - disent que l'allongement de la durée de la vie imposerait un recul de l'âge de la retraite. Mais c'est une escroquerie. C'est la diminution des rentrées de cotisations qui menace les caisses de retraite, due à l'augmentation du chômage et à la diminution de la masse salariale provoquée par la hausse des profits au détriment des salaires. D'autre part, la productivité du travail a considérablement augmenté depuis cinquante ans, elle aurait pu payer les retraites si elle n'avait pas été entièrement accaparée par le patronat pour augmenter ses profits. La justice la plus élémentaire voudrait que ce soient les industriels et les banquiers - dont les profits sont florissants malgré la crise - qui supportent le coût du maintien et même du développement des retraites. Garantir à chacun la possibilité de partir à soixante ans, avec un montant décent, il n'y a qu'une lutte déterminée des travailleurs qui pourra l'imposer.

## Permanences des adjoints

sur rendez-vous

### ◆ Hôtel de ville

- Alain Vanwaefelghem (Premier adjoint, finances) : 03 28 26 27 77.
- Gracienne Damman (Relations internationales) : 03 28 26 26 45.
- François Liber (Santé, prévention) : 03 28 26 26 45.
- Joëlle Crockey (Éducation, petite enfance) : 03 28 26 27 61.
- Marianne Nouveau (Culture, lecture publique) : 03 28 26 26 45.
- Vincent Leignel (Urbanisme) : 03 28 26 26 18.
- Marie-Noëlle Loger (Animation, Fêtes) : 03 28 26 27 21.
- Patrice Vergriete (Sports) : 03 28 26 25 19.
- Zoë Carré (Promotion de l'égalité et des Droits de l'Homme, lutte contre les discriminations) : 03 28 26 25 99.
- Claude Nicolet (Aide au développement) : 03 28 26 27 77.
- Anne-Marie Dubreucq (Qualité du Service public, observatoire du pouvoir d'achat) : 03 28 26 27 77.
- Daniel Lemang (Démocratie locale, débat de société, rapporteur du budget) : 03 28 62 70 28.

### ◆ Maison de l'Armateur

- 03 28 26 26 20 ou 03 28 26 26 22 ou 03 28 26 26 84.
- Marcel Lefèvre (Écologie urbaine, voirie et éclairage public).
- Wulfran Despicht (Affaires sociales, logement et politique foncière) : 03 28 26 25 89.
- Salim Draï (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).
- Marie Fabre (Insertion).
- Philippe Wagemacker (Citoyenneté, affaires militaires, anciens combattants, sécurité publique).
- Jacques Willem (Marchés publics)
- Jeanne Becquet (État civil, commissions de sécurité et d'accessibilité).
- Claudine Ducellier (Déplacements urbains).
- Jo Dairin (Affaires économiques et portuaires, professions libérales, artisanat et commerce).
- Karima Mahroug (Cultures urbaines).
- Bernard Dormaël (Jeunesse et vie étudiante, enseignement supérieur).
- Louardi Boughedada (Politique de la ville et rénovation urbaine).

### ◆ CCAS

- Fabrice Baert (Animation des personnes âgées) : 03 28 58 93 87.